L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 JUIN 1892. 65me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Bufour & Bonsor,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 3 JUIN 1892.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc. qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par M. Farrentelli, Constable, à son entrepôt, No 152, rue Lafayette, un lot de meubles de maison.

Les faits accomplis et les droits sociaux.

Sous ce titre : "Les faits accomplis et les droits sociaux," l'*Osservatore romano* vient de publier une réponse à un article que M. Emile Ollivier a donné récemment au *Figaro*. Dans cet article—écrit M. ANDRÉ HEURTEAU, dans le *Journal des Débats* du 20 mai—l'ancien ministre de Napoléon III s'élevait contre les doctrines relâchées du Pape actuel en ce qui concerne l'acceptation du fait accompli, et se plaisait à relever une contradiction entre les idées exposées dans la lettre pontificale du 3 mai 1892 et les principes que Pie IX avait solennellement inscrits dans son Encyclique du 8 décembre 1864 ainsi que dans le Syllabus. Le prédécesseur de Léon XIII condamnait et anathématisait la maxime "que, dans l'ordre politique, les faits accomplis, par cela seul qu'ils le sont, ont force de droit," M. Emile Ollivier n'a pas hésité à penser que le Pape actuel s'était placé sous le coup de ces anathèmes, à raison des propositions scandaleuses avancées par lui dans sa dernière lettre aux cardinaux français. L'*Osservatore romano* a entrepris de démontrer que M. Emile Ollivier a mal compris et faussement interprété la pensée du Pape dans ce qu'il appelle l'un à l'autre. En déclarant que le fait accompli, par cela seul qu'il est accompli, ne devient pas le droit, Pie IX n'a pas entendu dire qu'un gouvernement et des populations sont frappés d'une déchéance imprescriptible, et sujets à une revendication perpétuelle par suite de l'irrégularité de leurs origines. Ses prédécesseurs et lui-même ont reconnu, bénî, en même sacré des gouvernements dont l'acte de naissance était loin d'être irréprochable. D'autre part, le Pape Léon XIII n'a pas prétendu que le succès fût la justification de l'injustice, ni qu'un acte contraire au droit devînt légitime par la force des choses et par l'effet du temps. "Le fait accompli, dit l'*Osservatore romano*, le fait accompli, œuvre de l'injustice, de la fraude, de la violence est éternellement, de par cette origine, inique, injuste, digne de réprobation : il ne fait, il ne sait, il ne pourra jamais être le droit.... Le fait accompli ne change pas de nature, quelle que soit la succession des temps et quel que soit le changement des événements. La fraude, la violence, la trahison resteront toujours telles.... " Mais si le fait accompli n'est en lui de droit ni le fondement du droit, il peut être "l'occasion par laquelle, en certaines circonstances, naît d'une toute autre source, dans le bonheur des peuples, un nouveau droit social". A la suite d'un événement légitime ou non, d'un fait qui en soi peut être blâmable, un ordre de choses nouveau se fond, une autorité sociale s'organise, des institutions se forment et le devoir social apparaît, ayant pour corrélatif le droit du gouvernement de fait qui exerce ce ministère d'intérêt public. L'*Osservatore romano*, interprétant la pensée de Léon XIII, va plus loin. Un gouvernement nouvellement établi peut devenir légitime, tandis que le gouvernement qu'il a remplacé cesse de l'être. Une légitimité se crée et une autre se perd. Le droit divin, en quelque sorte, change de main. "Ce que Dieu veut et dispose directement pour l'essence même de la société, dit l'*Osservatore romano*, c'est l'autorité sociale. A ce point de vue, tout pouvoir est, ne peut être que de droit divin. *Non est potestas nisi a Deo.* Le fait concret, sous une forme bien variable, ainsi qu'il apparaît dans l'histoire, détermine le sujet de l'autorité sociale, sur un fait humain, rien de plus..... Il peut donc advenir et il advient parfois que par la force des circonstances, ou par la malice humaine, les dépositaires légitimes du pouvoir social soient dépouillés pour toujours, en "vertu de la prédominance "du droit social, non seulement de fait, "mais même du droit de le posséder et "de l'exercer".

L'*Osservatore romano* indique ensuite à quels signes, d'après quel critérium, on reconnaît qu'un gouvernement est devenu, pour ainsi dire, le fondé de pouvoirs de Dieu. Il distingue trois périodes dans les révolutions politiques des peuples et des nations. La première est celle de la *perturbation sociale*, pendant laquelle la résistance est non seulement permise, mais même recommandée. La seconde est celle de la *conservation sociale*, "quand le gouvernement de fait, malgré le vice de son origine, répond à la fin pour laquelle Dieu a disposé le pouvoir social; alors non seulement on peut, mais on doit lui prêter aide et soutien, selon les différentes fonctions sociales, encore que, par là, il doive acquérir une nouvelle force et une vigueur qui, en l'asseyant d'une façon plus solide, rendrait par là même difficile et même moralement impossible le retour au passé". Enfin vient une troisième période, celle de la *transformation sociale*. "Le critérium qui permet de constater qu'une société en est arrivé à cette transformation de son organisation politique, c'est lorsqu'elle a acquis avec cette perfection ordinaire qu'on peut justement réclamer pour l'assiette de son état intérieur, et à l'extérieur, dans ses relations internationales sont ce qu'on peut raisonnablement exiger pour la possession de cette félicité temporelle qui est la fin prochaine et immédiate de l'existence et de l'action de toute société humaine". En pareil cas, ceux-là sont bien coupables qui tentent de mettre à exécution et désordre pour rétablir l'ordre et de ramener le prince déposséde. Il est évident qu'aux yeux du Pape Leon XIII la République française a franchi heureusement la première période, celle de la perturbation sociale, et qu'elle est au moins arrivée à la seconde, et elle n'est même déjà parvenue à la troisième. Ainsi elle exerce non seulement de fait, mais de droit, l'autorité sociale de laquelle Dieu se montre uniquement. Elle est devenue légitime à son tour, et une bonne odeur de droit divin commence à se répandre sur le gouvernement dont M. Carnot et M. Loubet sont, présentement, les plus notables représentants.

Que penseront les théologiens de cette doctrine? Ce n'est pas à nous de le dire. Mais il nous semble, si peu versés que nous soyons dans ces matières, qu'un fond elle diffère peu de celle que Bossuet professait en son temps. Lui aussi ne montrait pas en peine "du fait humain;" des causes secondes qui avaient présidé à la naissance des pouvoirs légitimes; il ne les chicanait nullement sur leurs origines, et ne leur demandait guère autre chose que de coopérer par l'organisation et le maintien de l'ordre social au plan du gouvernement divin. Il était aussi sans complaisance pour les anciennes légitimités qui auraient prétendu s'élever contre les nouvel'es. "Que si l'on venait à dire, écrivait-il, quoi que dans quelque apparence qu'il n'y a point de prescription contre les familles royales, ni en particulier contre celle de David à cause des promesses de Dieu, il s'ensuivrait de là que les Romains auraient été les usurpateurs, et que lorsque Jésus-Christ a dit : "Rendez à César ce qui "appartient à César," il aurait jugé pour l'usurpateur contre sa propre famille et contre lui-même, puisqu'il était constamment le fils de David." Nos dynasties contemporaines doivent-elles être plus exigeantes que la race de David? Bossuet ne le soufflerait pas. Mais si nous passons de Bossuet à M. Emile Ollivier, comment ne pas s'étonner que cet ancien ministre se déclare avec tant d'ardeur contre les idées exprimées par Léon XIII, et se montre si scandalisé parce qu'il s'imagine y voir la justification du fait accompli? Nous ne l'aurions pas cru si brouillé avec le fait accompli.

Dans son livre : *Le 19 Janvier*, après avoir écrit que "un coup d'Etat est une des formes de la Révolution, c'est la révolution par guet-apens", n'a-t-il pas ajouté que le vote populaire avait effacé, politiquement parlant, la tache originelle du 2 décembre? "De ce jour disait il, l'empereur a pu dire avec raison que le peuple l'avait absous. Cela suffira-t-il au regard de Dieu? Cela suffira-t-il au regard de l'histoire? Je n'ai pas à le rechercher. Cela suffit du moins au regard des contemporains pour qu'elle soient obligés de traiter le gouvernement impérial comme un gouvernement régulier, auquel on doit un assentiment volontaire, et non pas seulement cette soumission passive, au delà de laquelle il n'est pas licite d'aller avec l'insurrection." Il a joint à cette leçon un mémorable exemple. Le Pape Léon XIII, Bossuet et l'*Osservatore romano* n'ont rien dit de plus fort en faveur des gouvernements d'origine douteuse. Il nous paraît même qu'ils ont, si l'on nous permet cette expression, la manche moins large, et qu'ils n'ont pas l'absolution si prompte et si facile.

Le *Temps* du 22 mai ne nous étant pas encore parvenu, nous sommes forcés de renvoyer à un autre jour la suite du procès Deroulède.

LOUISIANE.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St-Tammany, du 28 mai :

Nos trains d'excursion commencent à être bondés de voyageurs.

—La laine nous arrive assez abondamment; la moyenne des prix du marché est de 21 cents.

—Mandeville possède, maintenant, un chemin de fer; c'est un bourg dont la prospérité est assurée, et qui a un grand avenir.

—Les visiteurs commencent à affluer dans nos ateliers, tous les vendredis, pendant l'après-midi, pour voir fonctionner notre nouvelle presse. Tous conviennent que c'est une machine parfaite

—Les citoyens de Mandeville vont adresser à la Législature une pétition demandant qu'on les exempte du paiement des licences et des taxes de paroisse.

—La nouvelle cloche de l'Eglise Catholique de Slidell a été bénite, jeudi dernier, par le Rév. E. J. Lavaquerie, le maître d'impossible cérémonie.

Les parrain et marraine étaient M. J. E. H. Linton et Mme J. Power, née Lenow. C'est la cloche la plus élevée de la paroisse, attendu que le clocher de cette église est le plus haut qu'il y ait dans St-Tammany.

Le *Democrat*, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 28 mai :

"Nous apercevons, pour la première fois, dans le *Democrat*, de la Nouvelle-Ibérie, une partie française, très bien écrite, très bien pensée, ne s'attaquant qu'à des sujets d'une utilité pratique. Nous en tirons les passages suivants :

La paroisse d'Ibérie a un intérêt tout particulier à se livrer à la culture de la canne. Bien des tentatives ont été faites, depuis un an, pour obtenir en Ibérie, et particulièrement à Loreauville, une ou plusieurs raffineries. Le public a beaucoup compté sur le bon résultat des négociations entreprises dans ce but; aujourd'hui tout le monde dit : "L'affaire est absolument brisée." Nous parlons tout spécialement de Loreauville. Pourquoi? La Presse a seule le droit de poser cette question. Il n'y a pas de doute que les initiateurs de l'entreprise sucrière, à Loreauville, aient été mûs par les plus honorables motifs. Nous en savons un, M. Henry Mestayer, qui a fait les plus louables efforts, pour mener à bonne fin une entreprise qui devait lui mériter la reconnaissance de tous ses amis et concitoyens. Ce que nous écrivons aujourd'hui, nous l'écrivons en dehors de connaissance, et nous sommes heureux de pouvoir dire que personne, plus que lui, n'a travaillé au succès de Loreauville dans la question sucrière.

Malgré ces remarquables efforts, nous entendons dire "que rien n'est fait!" A qui la faute?

Nous voulons que les hommes qui se mettent à la tête d'une affaire, soient capables de la mener à bonne fin.

Il est de toute nécessité, aujourd'hui, pour Loreauville, que la raffinerie se crée. Elle se créera; et les habitants peuvent être absolument tranquilles. Nous la ferons, cette raffinerie, parce qu'elle sera et qu'elle est l'avenir du pays; nous la voulons, parce qu'elle est le bien des habitants.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 28 mai :

Nous apprenons que la levée Eliza n'est pas autant en danger qu'on l'avait dit, d'abord. Elle est située devant la propriété d'un de nos meilleurs planteurs, M. E. Lefèvre, qui a envoyé sur les lieux tous les bras dont il pouvait disposer.

On exerce sur cette levée une vigilance constante. Le bois a manqué un instant, mais on a pu s'en procurer à temps, pour faire les réparations nécessaires.

Le *Courrier*, Houma, paroisse Terrebonne, du 28 mai :

Nous lisons dans le *Review*, de Morgan City :

"Depuis quelques années, des efforts ont été faits pour obtenir l'appui du gouvernement, en vue de l'ouverture d'une route fluviale à travers les terres, à partir de notre baie jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

"La route irait d'ici au bayou Black et, de là, au bayou Terrebonne, au Lac Salvator, et prendrait le canal de la Compagnie, pour tomber dans le Mississippi. Cette route serait beaucoup plus courte que celle qui nous mène à l'embouchure de la Rivière Rouge. Il a été plusieurs fois proposé au budget des allocations dans ce but. Il y a eu, entr'autres, une allocation pour la mise à l'étude des bayous Black et Terrebonne, en vue de les relier avec l'habitation Southdown. La route serait beaucoup plus courte et plus sûre pour les bâtiments qui vont du Mississippi, par la voie de la Baie de Berwick, au Texas et au Mexique."

En effet, on a fait des études sur les Bayous Black et Terrebonne; mais, quand il s'est agi de voter les fonds nécessaires pour exécuter les travaux, on s'est refusé. Le gouvernement a, en main, tous les renseignements nécessaires; il a sont dans les cartons du bureau de Washington; qu'il se mette donc à l'œuvre; il ne lui manque, pour cela, que la bonne volonté.

Le *Proiector*, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemine, du 28 mai :

La récolte de ris de Pointe-à la Hache, à partir de M. Davis Martin jusqu'à M. B. Savoie, est superbe. Le plant est presque en parfait état. Dans cette région, le riz croît rapidement, et aucune crevasse ne pourrait lui nuire; mais il est encombré de mauvaises herbes. Les planteurs sont obligés d'aller lentement en besogne; les bras leur font défaut.

—Il n'y a pas eu de trains de chemin de fer, cette semaine, entre la Nouvelle-Orléans et Pointe-à-la-Hache, à cause de la crevasse Belair, qui a menacé, un instant, de causer de grands ravages; mais on est parvenu à la fermer. Les cannes n'ont été submergées qu'en partie; il est à présumer qu'elles n'ont pas beaucoup souffert.

Toutes les brèches de l'habitation Harlem ont été closes. Dans la partie supérieure de l'habitation, le ris a été complètement détruit. Il n'en est pas de même dans la partie inférieure : le ris de M. G. Cesse est superbe.

Les tenanciers qui ont fait de la culture, au-dessus de la sucrerie, vont probablement semer de nouveau, s'ils sont sûrs qu'il ne surviendra pas une autre crevasse.

La levée de Harlem est toujours en danger, et le fleuve est toujours extrêmement haut.

La foule d'hier.

Lorsqu'un attrait est véritable le public ne manque jamais de lui faire honneur. C'est ainsi que la grande vente de chaussures commencée hier a attiré une foule énorme à l'Etoile Rouge. Il n'y a pas de doute qu'il en sera de même tous les jours de cette semaine. Samedi la vente durera jusqu'à 10 heures du soir. Plus de 800 paires de souliers ont été vendues du comptoir de 50 à 75 sous. Le comptoir à 70 sous vient après avec une vente de 477 paires. Que d'éloquence dans ces chiffres!

Changement de service.—A partir de Dimanche, 5 juin, les heures de départ des trains du chemin de fer Louisville & Nashville seront comme suit : Le train No 6 partira à 7 heures, 45 minutes, A. M., tous les jours allant directement jusqu'à Montgomery, et s'arrêtant à toutes les localités. Le train No 4, "Express Rapide", partira tous les jours à 10 heures, 55 minutes, A. M., avec des chars dortoirs allant directement jusqu'à Cincinnati. Le train d'"accommodation de la côte", No 8 (tous les jours, le Dimanche excepté,) qui partait anciennement à 3 heures, 45 minutes, P. M., partira désormais à 3 heures, 30 P. M. Le train No 2, "Limited Express" quittera à 7 heures, 40 minutes, P. M. avec des chars vestibules allant directement jusqu'à New York, Cincinnati, Atlanta et Jacksonville, sans changements. Ce train fait le trajet de la Nouvelle Orléans à New York et à tous les autres points du Nord et de l'Est plus rapidement de plusieurs heures qu'aucun autre chemin. Le seul changement dans les heures d'arrivée sera le Dimanche et le Mercredi : les trains d'excursions arriveront à 9 heures, 45 minutes P. M.

C. MARSHALL, JOHN KILKENY,
Surintendant. D. P. A.

Espagne.

Dépêche particulière du *Journal des Débats* :

On a cru, à plusieurs reprises, ces temps ci, pouvoir annoncer l'imminence de la conclusion d'un accord commercial entre l'Espagne et la France et c'est même à cette nouvelle qu'a été attribuée la hausse qui s'est produite sur les fonds espagnols. Je puis affirmer, au contraire, que l'entente entre les deux pays demeure toujours extrêmement problématique : l'Espagne offre comme *modus vivendi* provisoire au Cabinet de Paris l'application du tarif minimum français aux marchandises espagnoles en échange de l'application du tarif minimum espagnol aux marchandises françaises ; mais la France estime qu'il n'y a aucune égalité entre ces deux tarifs, que le tarif minimum de l'Espagne frappe une grande partie des produits français de droits presque prohibitifs, et, en conséquence, elle se refuse à accepter les bases de négociation proposées. Je ne voyez que l'on n'est pas encore près de s'entendre.

Les viticulteurs espagnols ont tenu une réunion à Pampelona et ont décidé, cette église, de demander au gouvernement la conclusion d'un traité avec la France sur la base de treize degrés et neuf dixièmes.

Les travaux ont repris aux chantiers de construction maritimes du Nervion à Bilbao. Un nombre assez grand d'ouvriers français a été admis en remplacement des ouvriers anglais qui ont été congédiés.

P. E. DUCROS Gérant. Téléphone 479

F. LAUDUMIEY,

No 175 RUE DU BAYOU,
Près Rampart.

Voitures, Tally-Hos, Surreys.

A toute heure du jour ou de la nuit.

Notre DÉPARTEMENT de FUNÉRAILLES est des plus complets, et les ordres confiés à nos soins seront exécutés sous la surveillance immédiate de M. P. E. DUCROS.

21 fév—1an

LAFFERRANDERIE—Décédé jeudi, 2 juin 1892, à 5 heures 25 minutes P. M., à l'âge de 49 ans, ALPHONSE LAFFERRANDERIE, natif de la Nouvelle-Orléans. Il laisse sa femme née Marie Louise Lafferranderie, ses enfants, Lafferranderie, Lotz, Lafferranderie, Lotz, Ler, Léamont, Upshur, Cresat et Bonsea sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu aujourd hui, vendredi, 3 juin, à 4 1/2 heures P. M., de la résidence de son neveu Charles Lotz ler, No 845 rue Royale, coin la Puig.

Société-ed Union Espanola de Ba. Ma.—Nueva Orleans, 2 Junio de 1892.—Funeral—Hallándose sirvan reunirse en el local de costumbre, Domaine asquina San Claude, mañana Viernes 3 del corriente, á las 8½ de la mañana, para acompañar su cadaver al cementerio Por orden de
Dr JOSÉ VENTA,
Presidente. J. C. FERNANDEZ,
2 juin—1f Secretario.

ABADIE—Décédé hier matin, à 10 heures 20 minutes, à l'âge de 25 ans, FRANK P. ABADIE, frère de Louis Abadie. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures et demie. Le convoi partira de la maison mortuaire, au coin des rues Nord Claiborne et Orléans.

TO-KALON! TO-KALON!

Ne buvez rien autre chose, mais buvez le pur. C'est le fameux To Kalon de

PAUL N. VERNEUILLE,
SEUL AGENT.
129 rue Royale, coin Toulouse.

6 juil—

L'ETOILE ROUGE FOR EVER.

2 juin—1f

L'Union Française.

Messieurs les Sociétaires sont prévenus que l'Assemblée générale sera tenue dimanche, 5 de ce mois, au local de la Société. La séance sera ouverte à 5 heures précises. Prière d'être ponctuels.

FRANÇOIS TUJAGUE,
Président.
P. BOSSONNEY,
Secrétaire. 2mai—3f

Société du Quatorze Juillet.

DANS UN BUT CHARITABLE.

La Célébration Annuelle aura lieu
AUX FAIR GROUNDS,
LE 14 JUILLET 1892.
3 juin—Dim Jeu 7

Société Française du 14 Juillet.

FÊTE NATIONALE.

La vente des privilèges, pour barres, restaurants et jeux divers, aura lieu *en détail* le Dimanche, 19 juin, à midi, au quartier général, rue Royale, 132, par l'entremise de M. Stephen Derbes, encanteur.

Pour plans et renseignements, s'adresser au quartier général, de 10 h. A. M. à 3 h. P. M., tous les jours, dimanche excepté.

Nouvelle-Orléans, le 2 juin 1892.
2 juin—en 19 18e

AVIS.

Les soussignés ayant, à partir du 1er mai 1892, formé une association sous le nom de

Léon Lamothe et Cie.,

informent le public qu'ils continueront les affaires, auparavant conduites par Léon Lamothe, dans les établissements suivants :

Magasin de liqueurs, gros et détail, 83 rue St-Charles.
Léon's Restaurant, 23 rue St-Charles.
Victor's Restaurant, 31 rue Bourbon.
St-Charles Bar, rue de chaussée de l'Hôtel St-Charles.
Commercial Bar, enseignare Camp et Commercial.
Tulane Billiard Hall, enseignare Bonparte et Avenue Tulane.
Elite Dry Saloon, sous la Tulane Billiard Hall.

Les clients de ces différents établissements seront traités avec promptitude et politesse.

MADAME VEUVE LÉON LAMOTHE.
ANTONIO GRAVIGNA.
3 juin—5f

Espagne.

Dépêche particulière du *Journal des Débats* :

Madrid, 1er juin 1892.

Le recensement de la Jackson Brewing Company sont notifiés par présentes qu'une assemblée générale des actionnaires de ladite Compagnie aura lieu au bureau de la Compagnie, le MERCREDI, 15 juin, entre 10 heures A. M., et 2 heures P. M.

Les livres de transfert des actions seront fermés 10 jours avant la dite date de l'élection.

DAVID JACKSON,
1er juin—1er à date Président.

Bureau de la Compagnie "Imperatore" Société Warehouse", coin des rues Conti et Front, Nouvelle-Orléans, 16 mai 1892.—A une assemblée de la Direction de cette Compagnie, tenue ce jour, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité :

Résolu, que conformément à l'Art. XII de la Charte de cette Compagnie, une assemblée générale des actionnaires aura lieu au bureau de la Compagnie, à midi, le 2e Juin 1892, à l'effet d'amender l'Article 5 de la Charte de la Compagnie, et prolonger l'existence de la corporation de vingt cinq années, à dater du 29 juin 1892.

HENRY TRÉMOULET,
17mai—en 18 Juin 92 Président.

Compagnie d'Assurance de la Nouvelle-Orléans.

Nouvelle-Orléans, 26 mai 1892.

Les soussignés, Liquidateurs de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle-Orléans, par le présent avis, font savoir aux détenteurs de polices de cette Compagnie à mer, plus spécialement la Compagnie d'Assurances Phœnix de Hartford, Connecticut, a résolu et assumé toutes les polices de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle Orléans.

La Compagnie Phœnix, de Hartford, a un actif de $7,000,000, et un surplus au-dessus de $5 676,386 79. Les soussignés prennent donc plaisir à informer les anciens clients de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle Orléans que leurs intérêts sont entourés de toutes les garanties voulues.

JULES TUYES,
H. LAROUSSINI,
JOS. A. MINCES.

Nouvelle-Orléans, 26 mai 1892.

Le soussigné ayant été nommé Agent Résident de la Compagnie d'Assurances de la Cité de Hartford, Conn., invite ici les amis et anciens clients de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle Orléans à la lui confier leurs affaires d'assurance. Le fort capital et l'actif considérable de la Compagnie qu'il représente auj'hui lui font une place distinguée parmi les Compagnies qui lui pourraient échoir, seraient promptement et équitablement réglés par le soussigné, No 3, au même endroit où était établie la Compagnie d'Assurance de la Nouvelle Orléans.

JULES TUYES.

28 mai—7f

Sun Mutual Insurance Co.

Les soussignés dernièrement employés par le New Orleans Ins. Co., prennent la liberté de prévenir leurs amis et le public en général, qu'ils ont fait des arrangements avec le Sun Mutual Ins. Co., de cette ville, pour établir une succursale de cette Compagnie, au No 68 rue Royale, près du bureau des hypothèques.

Cette agence sera ouverte à ce local, le 1er juin, et en attendant, les personnes qui désireraient nous voir, seront reçues au Bureau de Sun Mutual Ins. Co., No 52 rue du Camp—jusqu'à cette date.

Respectueusement,
J. WALLACE JOHNSTON,
Agent.
CHS. LAUDUMIEY,
DÉTOUR FOUCHER.
24 mai—10f

Mmes Godin et Martinet,

ROBES ET CONFECTIONS.
44 rue Bourbon.

Prix réduit pour les toilettes d'été.
15 mai—1 m dim sur vsn

CONSULAT DE FRANCE

—A—

LA NOUVELLE-ORLÉANS.

BUREAUX, RUE ROYALE, 31.

Des renseignements sont demandés sur les personnes dont les noms suivent.

Rand, ict Rme, née Lebarrère, Jean Pierre
Amélia Paris (Veuve) Labbé, Jean
Bourgois, Louis Masiero, Pierre
Caillibotte, Jean Marie Masiero, Léopold
Centelle (succession) Rascoz Tallec, Gabriel
Demange, Victoria Rousseau, Auguste
Durand, Louis Valentin, Alfred
Durand, André Taxier, Gustave George
Exaut, Jean, Pierre Hughes
Exaut, Antoine

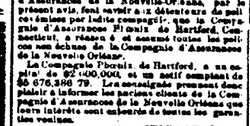
LETTRE :

Mme veuve Jules Bley

N.B.—Afin d'éviter des retards dans cette recherche de renseignements, j'invite les personnes qui ont à me répondre à bien vouloir adresser leur réponse à la Nouvelle-Orléans, à bien faire certifier, véritable, cachet, par M. le consulat de France dans la Louisiane.

Le Gérant du Consulat de France,
Signé : G. MEYRIER.

La Santé c'est la Fortune



LE TRAITEMENT PAR LE DR S. C. WEST DES NERFS ET DU CERVEAU est un spécifique agissant pour l'Hystérie, les étourdissements, les convulsions, les crises, la névralgie nerveuse, les maux de tête, la prostration nerveuse, les vertiges résultant de l'ivrognerie, les insomnies, la prostration mentale, la rancœur, les douleurs nerveuses résultant de l'insolation ou exposition à la chaleur, à la débilité, à la fièvre, la vieillesse prématurée, la stérilité, la perte de puissance chez les deux sexes, les pertes involontaires et la spermatorrhée résultant de l'excès de travail du cerveau, un abus de ces forces. Chaque boîte contient un traitement d'un mois. $1 la boîte, ou six boîtes pour $5 00, envoyées par la malle affranchies sur la reçu de prix.

NOUS GARANTISSONS QUE SIX BOÎTES

Guériront tout cas. Pour chaque commande de six boîtes reçue par nous accompagnée de $5 00, nous enverrons à l'acquéreur notre garantie écrite de lui rendre son argent si le traitement n'opère pas la cure. Les gambistes ne seront donc pas pris.

Sur cet—Ven0

Dr. TUMA, pharmacien, seul agent, No 11 rondo Camp, Nouvelle-Orléans. Lan

1er JUIN 1892

A l'avenir la présente publication n'aura lieu que le DIMANCHE.

Liste de publication.

Rand, ict Rme, née Lebarrère, Jean Pierre
Amélia Paris (Veuve) Labbé, Jean
Bourgois, Louis Masiero, Pierre
Caillibotte, Jean Marie Masiero, Léopold
Centelle (succession) Rascoz Tallec, Gabriel
Demange, Victoria Rousseau, Auguste
Durand, Louis Valentin, Alfred
Durand, André Taxier, Gustave George
Exaut, Jean, Pierre Hughes
Exaut, Antoine

LETTRE :

Mme veuve Jules Bley

N.B.—Afin d'éviter des retards dans cette recherche de renseignements, j'invite les personnes qui ont à me répondre à bien vouloir adresser leur réponse à la Nouvelle-Orléans, à bien faire certifier, véritable, cachet, par M. le consulat de France dans la Louisiane.

Le Gérant du Consulat de France,
Signé : G. MEYRIER.

EN DEHORS DU TRUST

Et néanmoins en avant de tous les autres !

LE CÉLÈBRE

TABACKING BEE

"KING BEE TOBACCO"

ET LES CIGARETTES KING BEE!

FABRIQUÉS PAR

C. E. SARRAZIN & BRO.

NOUVELLE-ORLÉANS, LNE.

LEON GODCHAUX
81-85
CANAL ST.
NEW ORLEANS LA

Vous ne pouvez porter votre LINGE LOURD bien longtemps encore.

—NOS—

VÊTEMENTS

—DE—

PRINTEMPS

SONT PRETS MAINTENANT

Prix plus réduits que jamais. $2.00 le complet pour messieurs ; $2.00 pour garçons.

1er déc-91—1 an dim mar ven

D. MERCIER'S SONS

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales

Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.

Les magasins ont ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.

Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux (lots de la rue du Canal. 2me Etiété

1er nov90—1 an—mar ven dim

TAPIS! TAPIS! TAPIS!

NATTES! NATTES! NATTES!

Stores! Stores! Stores!

Et Manigènes Papiers Peints pour Tapisserie,

CHEZ LEVY,

RUE DU CANAL.

Nous prenons plaisir à nous adresser à nos amis et clients que nous sommes prêts maintenant à faire votre nouveau stock d'articles ci-dessus mentionnés, qui, en beauté et en variété, n'a jamais été excellé. Nos modèles de Tapis Moquette sont superbes, et surpassent tout ce qu'on a jamais vu. Nous appelons particulièrement l'attention sur nos Tapis de deux largeurs, pour les quels nous ne chargeons pas plus un propre tien que nous ne faisons pour ceux de simple largeur. Un be soit peut être pas généralement que nous ne vendons pas seulement des PAPIERS PEINTS, mais que nous faisons aussi des travaux en vue de nos clients, et nous avons fait venir le meilleur artiste disponible dans ce genre. Aux personnes intéressées on fera voir les spécimens de notre travail.

LEOPOLD LEVY, 133 RUE DU CANAL.

Les ordres de la campagne recevront la plus prompte attention. 13oct1891—1an—DMaf

FRANTZ & OPITZ,

COIN DES RUES ROYALE ET BIENVILLE.

HORLOGERS, BIJOUTIERS ET MARCHANDS DE DIAMANTS, MONTRES, PENDULES, ARGENTERIE, BIJOUTERIE, JUMELLES, &c.

Montres soigneusement réparées et mises en parfaite état. Joaillerie de tous genres faite sur commande et réparée.

Les ordres de la campagne seront l'objet de l'attention toute spéciale de la maison.

1er oct 91—1an

CONTINENTAL INSURANCE CO. OF NEW YORK,

—A UN—

Capital payé en	$1,000,000 00
Réserve pour les assurances actuelles	2,161,033 47
Surplus net	1,015,761 34
Surplus pour les détenteurs de polices	3,015,761 34
Actif brut	5,865,794 81

La compagnie fait des affaires rigoureusement en conformité avec les lois de l'Etat de New York et émet des Polices sur le fonds de sûreté. Un fonds spécial pour la protection des détenteurs de police qui ne peut affecter une grande conflagration.

Elle a payé plus de vingt et pi millions de pertes et est plus forte que jamais. Prenez une police à cette compagnie et vous vous sentirez plus en sûreté qu'avec celle d'une compagnie qui, couque de la Nouvelle-Orléans qui a eu incendie auparavant. Les pertes sont ajustées et promptement soldées. La meilleure et la moins chère. Pour conditions et taux (les taux plus réduits garantis) s'adresser

JAMES PRÉVOST, Agent,
135 rue Gravier,
27 fév 1 an—dim
Nouvelle-Orléans, Lne.

COMPAGNIE D'ASSURANCES DE LA NLLE-ORLEANS

A TRANSFÉRÉ SES POLICES A LA

Compagnie d'Assurances Phœnix, de Hartford, Conn.

Capital Comptant	$2,000,000 00
Réserve pour pertes non réglées	391,242 20
Réserve pour Réassurances	1,850,552 59
Net surplus	1,324,450 81
	$6,676,396 79
PERTES PAYÉES	$29,027,788

WM. M. BAILEY, Gérant du Département de la Louisiane.

JULES TUYES,

Nommé Agent Résident, sera toujours au No 3 rue Carondelet où il recevra ses amis et les anciens clients de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle-Orléans. 20 mai—1 an

ETABLIE EN 1752.

COMPAGNIE D'ASSURANCES PHŒNIX, DE LONDRES.

Plus de $80,000,000 de pertes payées depuis son organisation.

Pertes promptement ajustées et soldées à la Nouvelle-Orléans.

BUREAU : 67 ET 69 RUE DU CAMP.

ETABLIE EN 1849.

Compagnie d'Assurances CRESCENT de la Nouvelle-Orléans.

Plus de $11,000,000 de pertes payées depuis son organisation.

67 ET 69 RUE DU CAMP.

W.R. Lyman, Prés. G. W. Scott, Vice-Prés. Chas. H. Rice, Sec.
jan 92—1 an

COMPAGNIE D'ASSURANCE

LIVERPOOL AND LONDON AND GLOBE.

Plus de $51,000,000 de pertes payées aux Etats-Unis.

Toutes les pertes sont payées COMPTANT, sans escompte aussitôt qu'elles sont justifiées.

Pertes payées pour l'incendie de Chicago - - - - $3,239,091
Pertes payées pour l'incendie de Boston - - - - $1,427,290

Les pertes et toutes les affaires de la compagnie sont réglées par les officiers et les directeurs à la Nouvelle-Orléans, sans avoir recours à aucun autre bureau, ainsi que le font les compagnies locales.

DIRECTEURS A LA NOUVELLE-ORLÉANS :
Gustav R. Westfeldt, L. C. Fellon, Leon E. Moore, O. M. Soria.

KIRBY V. OGDEN, Secrétaire Résident. LAWRENCE F. LOW, Assistant Secrétaire
15 nov—91—1 an J. G. PEPPER, Député Sous-Secrétaire.

AVIS JUDICIAIRES.

Avis.

CONFORMÉMENT aux articles 46 et 48 de la Constitution de la Louisiane, avis est par le présent donné que des bills en actes pour y être la pratique, pour l'organisation, législature et gestion judiciaires devront les cours, pour demander la terme des cours et délégués à la convention qui devra voir à remettre en pratique la constitution, par premier effet à partir du PREMIER JOUR DE JUILLET MAI 1892, à midi, en vertu des termes suivants :

Tous les navires arrivant aux différentes stations de la Quarantaine de l'Etat ainsi que tous les équipages, passagers et chargements, seront soumis à l'inspection des officiers de la quarantaine, aux dites stations.

Tous navires avec leurs chargements, équipages et passagers se rendant, arrivant à la STATION DE QUARANTAINE DU MISSISSIPPI et venant de ports américains intertropiques ou des Antilles, seront soumis à une complète désinfection maritime, d'après les règlements suivants :

PREMI